Sélections

Partage (





TRIBUNE

Collectif

« La pensée sociale-démocrate est incontournable pour relever les defis d'aujourd'hui »

Un collectif d'anciens rocardiens regroupés autour du cercle IAG (Inventer à gauche), présidé par Michel Destot, ancien maire socialiste de Grenoble, lance un « Manifeste pour la social-démocratie ». Les signataires de cette tribune au « Monde » rédigée par Jean Peyrelevade appellent à écrire un nouveau chapitre de l'histoire de la gauche de gouvernement.

Publié aujourd'hui à 05h45 | Ō Lecture 5 min.

a gauche française n'a plus aucune cohérence. Dans l'état où elle se trouve,

elle n'a plus la moindre chance d'accéder au pouvoir. Cette situation est

Article réservé aux abonnés

grave pour le pays. Notre démocratie est affaiblie, notre société fracturée, notre économie en déclin relatif, nos finances publiques lourdement déficitaires. Or, comme l'a montré l'histoire européenne, seule une gauche de gouvernement, animée à la fois par une volonté de changement et les principes de liberté et d'égalité, a la capacité, éventuellement en coalition avec d'autres forces démocrates, de relever de tels défis. La pensée sociale-démocrate est à cet égard incontournable. La marque la plus visible de l'affaiblissement de notre démocratie est la

sociologiquement homogène et restreinte. Dans l'Etat jacobin comme dans les entreprises, le pouvoir réel est capté par une minorité réduite qui oublie le peuple. D'où ce manifeste autour des points fondamentaux suivants : la réforme de nos institutions, la relation au pouvoir de chaque citoyen, dans l'ordre politique

monopolisation croissante d'un pouvoir verticalisé par une élite

comme dans l'ordre économique et social, la modernisation de notre système de protection sociale et la lutte contre toutes les formes d'inégalités, le retour à la compétitivité de notre appareil productif, la révolution climatique, le projet européen. Lire aussi 1989-2019 : la social-démocratie, continent englouti Le président exerce en France un pouvoir de plus en plus centralisé. Cette

évolution, continue depuis plusieurs années, a été fortement accélérée par l'adoption du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral qui a ramené

l'Assemblée nationale au rôle d'une chambre d'enregistrement. Il nous paraît dès lors indispensable: au niveau national, d'abandonner le quinquennat et la simultanéité obligée des élections présidentielle et législatives et de renforcer le rôle du Parlement ; de revoir complètement notre système de décentralisation afin d'une part de le simplifier et d'autre part donner à chaque échelon territorial toutes les compétences qu'il peut légitimement exercer, au plus près des citoyens. **Principes d'effort** Nous vivons dans une économie de marché. Aucun autre système, compatible

avec la démocratie, n'a fait la preuve de son efficacité. Mais la social-démocratie ne se confond pas avec le social-libéralisme. L'entreprise a un intérêt social qui

manquer.

dépasse, et de loin, le seul intérêt des actionnaires. Dans cet esprit, il faut que la France se mette enfin au diapason de ses voisins d'Europe du Nord et bascule d'un capitalisme actionnarial, facteur de fracture sociale, à un capitalisme de codécision. Cela passe par une gouvernance immédiatement dualiste (conseil de surveillance et directoire) des grandes entreprises. Puis, dans un second temps, par de vrais pouvoirs de codécision reconnus en faveur des comités sociaux et économiques. Newsletter « LA REVUE DU MONDE » Chaque vendredi, les dix articles de la semaine qu'il ne fallait pas S'inscrire →

la formation professionnelle et l'apprentissage, les hôpitaux et le système médical, le traitement de la dépendance et l'aide aux personnes âgées. L'action, selon sa nature, doit revenir soit à l'Etat, soit aux collectivités locales concernées. Splendeur et misère de la social-démocratie Lire aussi 📗 Les dépenses publiques correspondantes étant par essence répétitives et ne visant aucune rentabilité financière seront financées par l'impôt ou les

cotisations. L'indispensable effort financier soutiendra une action résolue pour

Le renforcement et le contrôle accru de l'ensemble des services publics et privés

qui contribuent directement au bien-être social ainsi qu'à la protection des moins

favorisés sont indispensables. Ce champ couvre l'éducation et l'accès à la culture,

une vraie mixité sociale dans l'éducation et la politique du logement afin de combattre les inégalités dès leur origine et, de façon plus globale, de redonner un

avenir aux classes moyennes. Les mêmes principes d'effort et de financement par l'impôt s'appliqueront aux activités de caractère régalien : défense, justice, police, dont le bon fonctionnement est une condition sine qua non d'une démocratie stable et sûre. Améliorer notre balance commerciale jusqu'à la ramener à l'équilibre, relancer une véritable politique industrielle, retrouver la compétitivité de notre appareil productif et les niveaux d'emploi et de pouvoir d'achat qui en découlent implique plusieurs catégories d'action.

recherche et développement, tant dans le public que dans le privé. Révolution climatique et fiscale La préférence pour le travail doit être partout affirmée. La nécessaire réforme des retraites devra être engagée en ce sens, en tenant compte de la pénibilité des

technologiques ; la seconde est l'accroissement de l'effort consenti en matière de

La première, déjà évoquée, est l'amélioration du niveau de formation des

jeunes Français, au premier chef dans les disciplines scientifiques et

des jeunes sur le marché du travail.

L'existence d'une véritable codécision dans les entreprises rendra acceptable une baisse de prélèvements aujourd'hui excessifs, dès lors qu'elle apparaîtra clairement comme d'intérêt commun et non pas au bénéfice des seuls actionnaires.

métiers et en visant une meilleure inclusion des seniors dans les entreprises et

d'experts l'ensemble des partenaires sociaux et des représentants de la société civile doit être mis en place.

Lire aussi | m La démocratie sociale, cet art oublié du compromis

politiques de santé, d'éducation et de recherche vont entraîner des

Cependant, la réindustrialisation du pays, la transition énergétique et les

investissements privés et publics considérables. L'action, pour être pleinement

efficace, doit être planifiée. Un véritable commissariat au plan, associant autour

cas avant 2050, la neutralité carbone. Pour ce faire, les investissements nécessaires seront majorés chaque année, pendant toute cette période, de 3% à 4 % du produit intérieur brut. Cela veut dire que la consommation diminuera d'autant en valeur relative. Le devoir de toute formation de gouvernement digne de ce nom est de le dire aux Français au lieu de les faire rêver d'augmentations utopiques du niveau de vie moyen.

Un virage d'une telle ampleur ne sera pas pris sans le soutien explicite de la

être mis en place à cette fin, si possible au niveau européen. La science et la

science et de la technologie. Un commissariat à la révolution climatique devra

Concernant le climat, nous devons atteindre le plus vite possible, et dans tous les

technique jouant un rôle croissant dans nos sociétés, des débats citoyens doivent être systématiquement organisés de façon à permettre à chacun d'apprécier les conséquences des innovations. Lire aussi: Jézabel Couppey-Soubeyran: « Ne demandons pas à la transition écologique d'être toujours rentable » Une large partie des investissements climatiques n'aura pas de rentabilité propre. L'état de nos finances publiques est tel que l'impôt est le seul moyen de les

et impôt sur le patrimoine, puisque c'est notre patrimoine commun qu'il s'agit de protéger.

Enfin, dans cette période difficile, les catégories les plus pauvres de la population

Souveraineté européenne

nature structurelle, en revoyant notamment l'équilibre entre impôt sur le revenu

financer. Dès lors, un gouvernement responsable devra non pas proclamer de

écologique a toutes les vertus, mais mettre en chantier une réforme fiscale de

manière démagogique que la pression fiscale va diminuer ou que l'endettement

seront plus durement touchées. Un dispositif spécifique devra être mis en place pour les protéger, qui implique un renforcement de la solidarité sociale, non son affaiblissement. De même, des mesures doivent être prises pour la défense des droits des travailleurs indépendants. Vladimir Poutine est en train d'écrire un nouveau chapitre dans la longue histoire des dictatures guerrières. La démocratie est la seule forme de régime politique qui puisse faire barrière à ces tentations mortifères.

Lire aussi : Tomment la gauche sociale-démocrate a perdu la bataille des réseaux sociaux Notre devoir est donc, bien entendu, de renforcer la démocratie française et de

nous opposer, à l'intérieur de nos frontières, à tout ce qui semble la remettre en

cause. Mais la France est, à l'échelle du globe, un petit pays qui n'a pas les moyens

de jouer seul au milieu des grandes puissances, a fortiori contre leurs évolutions dictatoriales. Refermer la France sur elle-même, au nom de la souveraineté nationale, c'est la condamner à terme à la disparition. Toutes les démocraties européennes sont dans une situation comparable. Les rassembler, renforcer leur unité, est devenu un impératif majeur. C'est donc le moment d'ouvrir une nouvelle période de l'histoire européenne, qui

passe par plusieurs points-clés : une plus grande solidarité, avec un budget annuel d'investissement au niveau de la Commission, financé par des ressources propres et accompagné d'une capacité d'endettement reconnue. Mais aussi, une affirmation beaucoup plus forte de la souveraineté européenne sur la scène internationale et la mise en place de moyens de défense communs. Ce qui suppose une plus grande intégration de notre appareil industriel et notamment des entreprises de défense. Le maintien de la paix sur nos territoires et la

protection de nos frontières contre les agressions sont à ce prix. ¶ Signataires : Edwige Avice, ancienne ministre de la coopération ; Alain Bergounioux, vice-président d'Inventer à gauche (IAG), historien, président de l'Office universitaire de recherche socialiste; Dominique de Combles de Nayves, secrétaire général d'IAG, ancien ambassadeur; Michel Destot, président d'IAG, ancien député et ancien maire de Grenoble ; Quentin Hénaff, directeur d'hôpital,

ancien secrétaire national du MJS; Diane Neuville, analyste

François Soulage, ancien président national du Secours

catholique/Caritas France; Fabien Verdier, maire (PS) de

Châteaudun, président du club Convictions.

Collectif

économique ; Jean Peyrelevade, vice-président d'IAG, économiste ;

Daté du lundi 16 mai Le Monde La France face à une sécheresse très précoce Lire le journal numérique Les éditions précédentes **PUBLICITÉ**

Édition du jour



la neutralité militaire de la Finlande

Les plus lus

Quand l'avocat réclame plus de 500 000 euros d'honoraires après une affaire

Guerre en Ukraine en direct :

comme une « erreur » la fin de

Vladimir Poutine décrit

La Chine tire de premières leçons militaires des difficultés russes en Ukraine

d'accident de la route